

L'ambiance toujours peu propice à l'investissement

CLEANTECH.

L'appellation suscite de l'envie et fait beaucoup parler.

Le capital n'afflue pas pour autant. Surtout pas dans les solutions les plus innovantes.

STÉPHANE GACHET
ZURICH

La rencontre Cleantech Day à Zurich, dans les locaux de la SIX, commence à prendre un caractère très sérieux. Hier, la salle était comble pour entendre la présentation de Doris Leuthard. Elle a brossé un panorama très large, sans grande surprise, sur l'importance d'être soft avec l'environnement et les limites de l'influence politique. Précisément, le développement des technologies dites propres repose pour l'heure entièrement sur le financement privé. L'Etat s'en tient à son rôle de base de soutien à la formation et, dans une moindre mesure, d'encouragement aux projets pilotes. La cause paraît très attirante. Elle l'est clairement. Du moins pour les entreprises, qui se rattachent toujours plus massivement au label cleantech. L'association faïtière recense plus de 250 membres aujourd'hui, alors qu'ils n'étaient encore qu'une centaine il y a une année.

On comprend bien l'intérêt d'une telle mise en valeur. Pour l'instant, l'impression reste néanmoins celle d'un puissant patchwork, comme le suggère la liste des membres de l'association, qui regroupe pêle-mêle tout ce qui peut être associé à l'environnement, de Leclanché aux bananes Chiquita. La tentation du positionnement image a peut-être franchi une nouvelle étape en étant intégrée dans le discours financier. Raiffeisen en a fait la démonstration au carré, hier à Zurich, avec une présentation où se confondaient sans distinction la volonté de faciliter l'émergence des technologies propres à travers

des facilitations financières, et de l'autre, le pur coup marketing en vantant les qualités environnementales du nouveau siège de Saint-Gall.

Le public, composé comme à l'habitude d'entrepreneurs et d'investisseurs, n'est pourtant pas dupe de la difficulté qui persiste en matière de financement. Même lorsqu'il s'agit de projet légitime estampillé cleantech, c'est invariablement la viabilité commerciale qui prédomine. Sempiternel argument: la Suisse manque de seed money. Comme l'a rappelé Doris Leuthard, c'est un domaine dans lequel la Suisse marque un échec patent. Dans les faits, ce n'est pas le seul manque. Un pointage à l'heure du café laisse clairement transparaître la vraie difficulté, qui est d'une part de trouver des investisseurs, d'autre part de convaincre des investisseurs de long terme. Une réalité qui ne touche pas seulement

les entreprises en démarrage, mais aussi certaines technologies plus matures qui pourraient a priori bénéficier d'une bonne visibilité en matière de commercialisation. On évoque surtout une ambiance particulièrement peu propice aux investissements de long terme. Une clause pourtant déterminante dans le domaine cleantech. Un domaine la plupart du temps voué au positionnement haut de gamme et, par conséquent, au développement par étape. Les erreurs d'aiguillage peuvent donner un signal trompeur et particulièrement visible sur des entreprises cotées au flottant limité. Un profil type dans le giron cleantech. A l'image de Leclanché, qui en a récemment fait l'expérience. Le retrait imprévu d'un investisseur qui s'était trompé d'horizon a résulté dans la chute brutale du titre. L'horizon justement reste déterminant, clairement en faveur du long à très long terme. Stefan Müll-

ler, administrateur de Leclanché, note en aparté quelle difficulté peut représenter l'étape de l'industrialisation d'une technologie innovante. Une donnée souvent négligée ou décourageante pour le financement. L'un dans l'autre, tous ces paramètres concourent à concentrer les investissements dans les modèles les plus éprouvés. Et, par là même, renforce l'importance du label cleantech, qui sert pour l'instant avant tout les sociétés déjà établies, qui gagnent ainsi en visibilité et en notoriété sans ajuster le modèle. Pas forcément à mauvais escient d'ailleurs. Le groupe fribourgeois Pavatex reste un cas d'école du genre. L'entreprise s'est reconvertie à base de bois avant que le cleantech fasse même son apparition. En s'y rattachant, le fabricant a nettement facilité sa phase actuelle de croissance, comme en témoigne une récente augmentation de capital. ■

L'environnement reste peu considéré

Comment l'engagement environnemental des entreprises est-il perçu par les investisseurs? A l'évidence, le critère reste un critère secondaire, même si l'attention portée à ce thème est de plus en plus soutenue. Le coup de sonde annuel du Carbon Disclosure Project, mené en Suisse sous le parrainage de la fondation Ethos et de Raiffeisen, affiche un taux de participation, consolidé autour des 60%. En 2011, 59 des 100 plus importantes capitalisations suisses ont accepté de répondre, parmi lesquelles 17 sociétés du segment supérieur SMI.

Sur ces 59 sociétés, 34 se sont fixés des objectifs en matière de réduction des émissions de CO₂. La majorité de ces objectifs ne vont pas au-delà de 2012 et les stratégies à long terme restent toutefois l'exception. Ces entreprises ont une préférence marquée pour les objectifs dits d'intensité, par rapport aux objectifs de réduction absolue. Ces objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de production ou par employé ne s'accompagnent par ailleurs pas nécessairement d'une réduction du volume total des émissions générées par les activités de l'entreprise.

La principale motivation reste la pression réglementaire. Le manque actuel de visibilité, aux niveaux national et international, en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur privé

se reflète ainsi dans les résultats de l'enquête. Le manque de précision politique n'encourage pas la planification à long terme. Le niveau d'incertitude relatif aux réglementations à venir n'en est pas moins important. La proportion des participants suisses qui perçoivent des risques réglementaires s'accroît fortement entre 2010 (38%) et 2011 (58%). Renversant la tendance baissière repérée précédemment. Malgré la forte croissance, le taux s'inscrit parmi les plus bas de l'univers d'enquête de CDP. Les auteurs du rapport notent que cela peut s'expliquer par l'intensité carbone modérée des activités industrielles en Suisse. A l'exception de Holcim.

Certaines entreprises notent aussi l'absence de cadre unique à l'échelle mondiale. Le risque étant à terme d'encourager la délocalisation des industries intensives en carbone vers des pays à la législation moins contraignante. L'un des risques réglementaires les plus souvent évoqués se rapporte aux systèmes d'échange de quotas d'émission. Pour rappel, la Suisse ne fait pas partie du système communautaire d'échange de quotas CO₂.

L'enquête démontre aussi un niveau de transparence accru. Globalement, les entreprises suisses fournissent toujours plus d'informations aux investisseurs. Un élément qui demeure lié à la taille des entités. ■